

Master Droit public des affaires

Niveau de diplôme
Bac +5

ECTS
120 crédits

Durée
2 ans

Composante
Droit et sciences sociales

Parcours proposés

- # M2 parcours Droit de la commande publique
- # M2 parcours Droit de l'action publique
- # M2 parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

Présentation

Depuis l'année universitaire 2020-2021, le Master Droit public des affaires devient sélectif à l'entrée en Master 1, et demeure sélectif à l'entrée en Master 2 si la capacité d'accueil n'est pas atteinte, V. la page Conditions d'accès.

La mention Droit public des affaires (DPA) répond à la volonté d'offrir aux étudiants une spécialisation en droit des interventions publiques. La mention DPA vise spécifiquement les domaines de la commande publique, de l'urbanisme et de la construction et de l'action publique.

Objectifs

La mention DPA a pour ambition de donner aux étudiants les outils de compréhension du droit public des affaires dans toutes ses dimensions. Il s'agit de former des professionnels maîtrisant le cadre juridique des interventions des personnes

publiques. A l'issue de la formation, les étudiants devront être en capacité d'analyser et d'expertiser les situations juridiques auxquelles ils seront confrontés, dans toute leur complexité.

A cette fin, des modules spécifiques (clinique juridique, rédaction d'actes juridiques, méthodologie professionnelle, maîtrise des logiciels de bureautique et professionnels etc.) fourniront aux étudiants les clés méthodologiques afin de faciliter leur accès à l'environnement juridique (réglementations, contrats, jurisprudence, doctrine) du droit public des affaires. Chaque étudiant doit, au cours de son cursus, effectuer un stage obligatoire d'au moins deux mois. Les cliniques juridiques conduiront les étudiants à réaliser un exercice de conseil au profit d'institutions et d'organismes partenaires à partir d'un cas concret et réel. Pendant les deux années de la formation, chaque étudiant bénéficiera d'un accompagnement personnalisé afin de concevoir son projet professionnel et de définir une stratégie pour le mener à bien.

La mention DPA comporte également un volet d'initiation à la recherche scientifique. Chaque étudiant acquerra les règles de la méthodologie juridique (recherche et sélection de l'information, confection d'une bibliographie, élaboration d'un plan, construction d'un raisonnement explicatif et démonstratif etc.). Ce travail scientifique fera l'objet d'une valorisation au travers de la réalisation d'exposés, de notes juridiques et, surtout, de la rédaction d'un mémoire de recherche fondamentale ou appliquée avec soutenance.

Savoir faire et compétences

- * Maîtrise de l'accès aux sources du droit national, international et européen ou étranger.

- * Capacité à identifier les normes ou autres solutions pertinentes sur les supports papier ou électronique.
- * Compétences en matière de légistique.
- * Capacité à développer une analyse juridique intégrant des enjeux sociaux, éthiques ou philosophiques.
- * Aptitude à évaluer une situation juridique (analyse de cas, de dossiers, ...), à synthétiser les informations pertinentes, à proposer une solution argumentée et à prendre des décisions.
- * Aptitude à développer une réflexion critique et prospective.
- * Aptitude à la recherche juridique (recueil de données, confection d'une bibliographie, problématique, construction d'une démonstration).
- * Aptitude au travail individuel et à l'autoformation.
- * Aptitude au travail en équipe et en interdisciplinarité.
- * Maîtrise des méthodes d'exposé écrit et oral.
- * Maîtrise des techniques d'argumentation et de démonstration
- * Maîtrise des techniques de rédaction et de diffusion de travaux, de rapports de recherche, d'enquêtes etc.
- * Maîtrise d'une langue vivante étrangère.

Organisation

Stages

Stage : Obligatoire

Durée du stage : 2 mois minimum

Stage à l'étranger : Possible

Durée du stage à l'étranger : 2 mois minimum

Admission

Conditions d'accès

Accès à la formation – 1ère année (la formation devient sélective pour l'année universitaire 2020-2021)

Capacité d'accueil limitée : 40 places réparties comme suit:

Parcours droit de la commande publique : 16

Parcours droit de l'action publique : 16

Parcours droit de l'urbanisme et de la construction : 8

Calendrier des candidatures :

Ouverture de la campagne : 26 avril 2021

Date limite de dépôt des dossiers : 17 mai 2021

Sélection sur dossier

Date limite de communication des résultats : 21 juin 2021.

Modalités de candidature

Diplôme de Licence délivré par une Université française

- * La formation est ouverte aux titulaires d'un diplôme de Licence mention Droit délivré par une Université française.
- * Pour les titulaires d'un diplôme de Licence délivré par une Université française mais d'une autre mention que Droit, ou d'un autre diplôme de Bac+3 délivré par un établissement d'enseignement supérieur français, dossier d'équivalence et de candidature à constituer par l'application #E-candidat (calendrier identique).

Diplôme délivré par une Université étrangère

- * Étudiants déjà inscrits dans une Université française, candidature par l'application # E-candidat# (calendrier identique).

* Étudiants qui n'ont jamais été inscrits dans une Université française, dossier à constituer par le portail # [Études en France](#) (calendrier : du 1er novembre 2019 au 6 mars 2020), V. aussi # [Lien utile](#).

L'accès à la formation est également ouvert **aux candidats ne possédant pas les diplômes requis, après validation de leurs acquis professionnels et personnels (VAPP) ou validation des acquis de l'expérience (VAE)**.

Pour toute demande en ce sens, il convient de s'adresser à UP&PRO : 2 rue Pierre Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # [up-pro @ univ-poitiers.fr](mailto:up-pro@univ-poitiers.fr)

[En savoir plus..](#)

Accès à la formation : candidatures en 2ème année (si capacité d'accueil non atteinte) : recrutement complémentaire ouvert pour les parcours Droit de l'action publique, Droit de la commande publique et Droit de l'urbanisme et de la construction

1/ Pour les candidats déjà inscrits dans l'enseignement supérieur français et titulaires d'un diplôme bac +4 (mention droit ou autre). Un dossier de candidature doit être constitué via l'**application E-Candidat** : # [https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr](https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr/https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr)

Calendrier des candidatures :

Ouverture de la campagne sur E-Candidat : 31 mai 2021

Date limite de dépôt des dossiers : 14 juin 2021

Sélection sur dossier

Publication des résultats : 1er juillet 2021.

Confirmation OBLIGATOIRE du candidat au plus tard le (date à déterminer).

2/ Pour les candidats non titulaires d'un diplôme français et qui n'ont jamais été inscrits dans l'enseignement supérieur français. Lien utile : # <http://droit.univ-poitiers.fr/scolarite/-etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-master-2eme-annee-353491.kjsp?RH=1289896384443>

3/ Pour les candidats non titulaires d'un bac+4 et souhaitant valoriser ses acquis professionnel (VAPP), il convient de s'adresser à UP&PRO : 2 rue Pierre Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # up-pro@univ-poitiers.fr

Lien utile : # <http://upro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-/la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/>

Cette formation est également accessible aux adultes qui désirent reprendre des études (salariés, demandeurs d'emploi...) titulaires du diplôme requis ou bénéficiant d'une validation d'acquis (VAPP, VAE). # [En savoir plus..](#)

Et après

Poursuite d'études

Le titulaire de la Mention Droit public des affaires est autorisé à s'inscrire en Doctorat, après autorisation du Conseil de l'Ecole doctorale Droit et Science politique Pierre Couvrat.

Insertion professionnelle

Droit de l'action publique : Magistrature administrative, avocat, greffe, attaché et administrateur (Etat, territorial, hospitalier) - Enseignement supérieur et recherche.

Droit de la commande publique : Juriste au sein des services commande publique des administrations publiques, avocat spécialisé en droit de la commande publique, juriste au sein d'entreprises titulaires de contrats de la commande publique – Enseignement supérieur et recherche

Droit de l'urbanisme et de la construction : Juriste au sein des services d'urbanisme ou de construction des administrations publiques, juriste au sein d'entreprises de construction ou de promotion privées, cabinets d'architecte etc, avocats spécialisés ou notaires

Fiche insertion (Cette étude est menée auprès des diplômés 2017, 30 mois après l'obtention du diplôme)

Infos pratiques

Contacts

Responsable de la mention

Antoine Claeys

+33 5 49 45 31 22

antoine.claeys@univ-poitiers.fr

Responsable de la mention

Francois Brenet

francois.brenet@univ-poitiers.fr

Laboratoire(s) partenaire(s)

Institut de droit public (EA2623), Equipe de recherche en droit privé (EA1230)

Lieu(x)

Poitiers-Centre Ville

En savoir plus

Candidater en ligne !

<https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr/>

Programme

Organisation

La première année de Master repose sur un socle commun de connaissances et de compétences. Les unités 2 des semestres 1 et 2, au choix, permettent toutefois de se préparer aux disciplines des parcours de la seconde année du Master.

La seconde année de Master s'inscrit dans une démarche de spécialisation par l'existence de trois parcours distincts.

Le parcours Droit de l'action publique

Il propose aux étudiants une formation approfondie en droit de l'action publique en vue de les préparer à intégrer le secteur public en qualité de juristes de droit public hautement qualifiés

Le parcours Droit de la commande publique

Il vise à former des juristes spécialisés dans le secteur des marchés publics, des concessions et des partenariats public-privé

Le parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

Il poursuit comme objectif de former des juristes qui dominent à la fois les aspects de droit public et de droit privé des opérations d'urbanisme et de construction

Attention : le choix du parcours s'effectue dès la première année dans le cadre de la procédure de sélection à l'entrée de cycle

UE1 Enseignements fondamentaux	15 crédits
<ul style="list-style-type: none"> Droit public des affaires Droit public des affaires I CM Droit public des affaires I TD Procédure administrative contentieuse Procédure administrative contentieuse Procédure administrative contentieuse TD 	
UE2 Enseignements complémentaires	12 crédits
<ul style="list-style-type: none"> Droit de la responsabilité administrative Rédaction d'actes juridiques Un cours au choix parmi les trois suivants : Droit de la décentralisation CM Droit de la construction CM Finances locales 	
UE3 Compétences transversales	3 crédits
<ul style="list-style-type: none"> Langue étrangère Anglais TD I Stage facultatif 	0 crédits

Semestre 2

M1 Droit public des affaires

Semestre 1

UE1 Enseignements fondamentaux	15 crédits		UE 1 Cadre juridique des contrats de la commande publique	15 crédits
Droit public des affaires II			Grandes catégories contractuelles	
Droit public des affaires II CM			Partenariats public-privé contractuels et institutionnels	
Droit public des affaires II TD			Droit des contrats administratifs	
Un cours au choix parmi les deux suivants:			Droit des contrats administratifs CM	
Droit des contrats publics CM			Droit des contrats administratifs TD	
Droit de l'urbanisme CM			Moyens patrimoniaux et contrats	
Un TD correspondant au cours choisi			Moyens patrimoniaux et contrats CM	
Droit des contrats publics TD			Moyens patrimoniaux et contrats TD	
Droit de l'urbanisme TD				
UE2 Enseignements complémentaires	12 crédits		UE2 Passation et aspects financiers des contrats de la commande publique	9 crédits
Cours non suivi en TD			Passation des contrats de la commande publique	
Droit des contrats publics CM			Passation des contrats de la commande publique CM	
Droit de l'urbanisme CM			Passation des contrats de la commande publique TD	
Un cours au choix parmi les deux suivants :			Financement des contrats de la commande publique	
Droit de l'environnement CM		0h	Financement des contrats de la commande publique CM	
Droit du contentieux constitutionnel CM		30h	Financement des contrats de la commande publique TD	
Initiation à la recherche ou clinique juridique			Fiscalité des contrats de la commande publique	
Initiation à la recherche			Fiscalité des contrats de la commande publique CM	
Clinique juridique			Fiscalité des contrats de la commande publique TD	
UE3 Compétences transversales	3 crédits		UE 3 Professionnalisation	6 crédits
Langue étrangère			Méthodologie professionnelle	
Anglais TD II			Pratique des contrats de la commande publique	
Stage facultatif	0 crédits		Langue vivante	
			Langue vivante TD	
			Langue vivante APP	

M2 parcours Droit de la commande publique

M2 parcours Droit de la commande publique

Semestre 3

Semestre 4

<p>UE 1 Exécution des contrats de la commande publique</p> <p>Exécution des contrats de la commande publique</p> <p>Exécution des contrats de la commande publique CM</p> <p>Exécution des contrats de la commande publique TD</p> <p>Responsabilités liées aux contrats de la commande publique CM</p> <p>Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre</p> <p>Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre CM</p> <p>Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'oeuvre TD</p> <p>Sous-traitance</p> <p>Sous-traitance CM</p> <p>Sous-traitance TD</p>	<p>12 crédits</p>
<p>UE 2 Contentieux des contrats de la commande publique</p> <p>Contentieux administratif des contrats</p> <p>Contentieux administratif des contrats CM</p> <p>Contentieux administratif des contrats TD</p> <p>Contentieux de la concurrence</p> <p>Contentieux pénal</p>	<p>6 crédits</p>
<p>UE 3 Professionnalisation</p> <p>Pratique des contrats de la commande publique</p> <p>Langue vivante</p> <p>Langue vivante TD</p> <p>Langue vivante APP</p> <p>Stage et mémoire de recherche appliquée ou fondamentale</p> <p>Stage interne</p> <p>Stage externe</p> <p>Mémoire de recherche fondamentale</p> <p>Mémoire de recherche appliquée</p>	<p>12 crédits</p>

M2 parcours Droit de l'action publique

M2 parcours Droit de l'action publique

Semestre 3

UE1 Les moyens juridiques de l'action publique 12 crédits

Droit des actes administratifs unilatéraux

Droit des actes administratifs unilatéraux CM

Droit des actes administratifs unilatéraux TD

Droit des contrats administratifs

Droit des contrats administratifs CM

Droit des contrats administratifs TD

Police administrative

Droit de la police administrative CM

Droit de la police administrative TD

UE2 Le contentieux de l'action publique 12 crédits

Contentieux de l'urbanisme

Contentieux de l'urbanisme CM

Contentieux de l'urbanisme TD

Contentieux administratif des contrats

Contentieux administratif des contrats CM

Contentieux administratif des contrats TD

Responsabilité administrative

Modes alternatifs de règlement des litiges

UE3 Professionnalisation 6 crédits

Méthodologie professionnelle

Méthodologie professionnelle CM

Méthodologie professionnelle TD

Clinique juridique

Langue vivante

Langue vivante TD

Langue vivante APP



Semestre 4

<p>UE1 L'environnement juridique de l'action publique</p>	<p>9 crédits</p>	<p>Mémoire de recherche appliquée</p>
<ul style="list-style-type: none"> La constitutionnalisation de l'action publique <ul style="list-style-type: none"> La constitutionnalisation de l'action publique CM La constitutionnalisation de l'action publique TD L'eupérisation de l'action publique <ul style="list-style-type: none"> L'eupérisation de l'action publique CM L'eupérisation de l'action publique TD La dématérialisation de l'action publique <ul style="list-style-type: none"> La dématérialisation de l'action publique CM La dématérialisation de l'action publique APP 		<p>M2 parcours Droit de l'urbanisme et de la construction</p> <p>M2 Droit public des affaires parcours Droit de l'urbanisme et de la construction</p> <p>Semestre 3</p>
<p>UE2 Les moyens matériels de l'action publique</p> <ul style="list-style-type: none"> Les moyens financiers <ul style="list-style-type: none"> Les moyens financiers CM Les moyens financiers TD Les moyens humains <ul style="list-style-type: none"> Les moyens humains CM Les moyens humains TD Moyens patrimoniaux et contrats <ul style="list-style-type: none"> Moyens patrimoniaux et contrats CM Moyens patrimoniaux et contrats TD 	<p>6 crédits</p>	
<p>UE3 Professionnalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Langue vivante <ul style="list-style-type: none"> Langue vivante TD Langue vivante APP Stage et mémoire de recherche appliquée ou fondamentale <ul style="list-style-type: none"> Stage interne Stage externe Mémoire de recherche fondamentale 	<p>15 crédits</p>	

UE1 Droit de l'urbanisme	12 crédits	Droit public de la construction	
Planification urbaine		Droit public de la construction	
Planification urbaine CM		CM	
Planification urbaine TD		Droit public de la construction	
Planification des sols CM		TD	
Opérations d'urbanisme		Assurances construction	
Opérations d'urbanisme CM		Assurances construction CM	
Opérations d'urbanisme TD		Assurances construction TD	
Droits de préemption		Contentieux de la construction	
Droits de préemption CM		Contentieux de la construction	
Droits de préemption TD		CM	
Autorisations d'urbanisme		Contentieux de la construction	
Autorisations d'urbanisme CM		TD	
Autorisations d'urbanisme TD		Construction sociale	
Contentieux de l'urbanisme		Construction sociale CM	
Contentieux de l'urbanisme CM		Construction sociale TD	
Contentieux de l'urbanisme TD		Montages d'opération	
Droit de l'aménagement commercial		Montages d'opération CM	
Droit de l'aménagement commercial CM		Montages d'opération TD	
Droit de l'aménagement commercial TD		Droit de la construction approfondi	
Urbanisme et immobilier d'entreprise		Droit de la construction approfondi	
Urbanisme et immobilier d'entreprise CM		UE3 Fiscalité	6 crédits
Urbanisme et immobilier d'entreprise TD		Fiscalité de l'urbanisme	
Droit de l'urbanisme approfondi		Fiscalité de l'urbanisme CM	
Droit de l'urbanisme approfondi		Fiscalité de l'urbanisme TD	
UE2 Droit de la construction	12 crédits	Fiscalité de la construction	
Contrats des constructeurs et promoteurs immobiliers		Fiscalité de la construction CM	
Contrats des constructeurs et promoteurs immobiliers CM		Fiscalité de la construction TD	
Contrats de constructeurs et promoteurs immobiliers TD		Fiscalité approfondie	
Responsabilités et garanties des constructeurs		Fiscalité approfondie	
Responsabilités et garanties des constructeurs CM			
Responsabilités et garanties des constructeurs TD			

Semestre 4

UE1 Compétences complémentaires 6 crédits

Division d'immeuble et
copropriété

Division d'immeuble et
copropriété CM

Division d'immeuble et
copropriété TD

Protection du patrimoine et des
espaces naturels (dont loi littoral)

Protection du patrimoine et
des espaces naturels (dont loi
littoral) CM

Protection du patrimoine et
des espaces naturels (dont loi
littoral) TD

UE2 Consolidation des 9 crédits
connaissances

Séminaires/Ateliers de recherche

Simulation : consultation/clinique
du droit sur un dossier réel

Simulation : procès fictif/rédaction
de cas pratiques

Autoévaluation

UE3 Préparer son insertion 15 crédits
professionnelle

Anglais

Anglais TD

Anglais APP (plateforme)

Stage et mémoire de recherche
appliquée ou fondamentale

Stage interne

Stage externe

Mémoire de recherche
fondamentale

Mémoire de recherche
appliquée